

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202448]

4 MEI 2017. — Decreet betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Het is van toepassing op de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest.

Art. 2. Het decreet van 4 mei 2017 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld, is van toepassing op de acties die onder gewestelijke bevoegdheid vallen en die ertoe strekken de maatschappelijke cohesie in Wallonië te bevorderen en de toestand van de bevolking te verbeteren.

Die acties moeten :

1° cumulatief hetvolgende beogen onder volgende standpunten :

a) individueel :

* het terugdringen van de armoede en de ongelijkheden en maatschappelijke uitsluitingen - met een bijzondere nadruk op de steun aan de kinderen, aan de éénoudergezinnen;

* de strijd tegen de ontzegging van de toegang tot de grondrechten bedoeld in artikel 23 van de Grondwet;

b) collectief : de opbouw van een solidaire samenleving met een onderlinge verantwoordelijkheid voor het welzijn van allen;

2° elk doelpubliek daarbij betrekken en een samenwerkingsverband inhouden met andere publieke overheden en/of het verenigingswezen.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 4. Het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië wordt op 1 januari 2019 opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 mei 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J-C. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

C. LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,

P-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement, 695 (2016-2017) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 3 mei 2017.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202449]

4 MAI 2017. — Décret relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française (1)

Le PARLEMENT WALLON a adopté et Nous, GOUVERNEMENT WALLON, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Il s'applique aux communes de langue française de la Région wallonne.

Art. 2. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° cohésion sociale : l'ensemble des processus qui contribuent à assurer, à tous les individus ou groupes d'individus, l'égalité des chances et des conditions, l'accès effectif aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel et à permettre à chacun, de participer activement à la société et d'y être reconnu et ce quels que soient son origine nationale ou ethnique, son appartenance culturelle, religieuse ou philosophique, son statut social, son âge, son niveau socio-économique, son orientation sexuelle, sa santé ou son handicap;

2° pouvoir local : la commune ou le CPAS, en cas d'application de l'article 3, § 2, bénéficiant d'un droit de tirage en exécution du présent décret;

3° coresponsable pour le bien-être de tous : une attitude ou un sentiment partagé de responsabilité collective par rapport à un ou des objectifs d'intérêt général.

Art. 3. Une commune reçoit, aux conditions et selon la procédure prévue par le présent décret, un droit de tirage pour la réalisation d'actions, relevant des matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, prévues à l'article 4, § 4, visant à l'amélioration de la cohésion sociale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, chaque commune peut, par convention avec le centre public d'action sociale, lui déléguer, pour la programmation concernée, la réception du droit de tirage ainsi que l'organisation et la mise en œuvre du plan d'actions.

Art. 4. § 1^{er}. Le droit de tirage est accessible à chaque pouvoir local dont le taux de logement public ou subventionné sur le territoire de la commune est au moins égal à cinq pour cent selon la méthode de calcul fixée à l'article 1332-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le pouvoir local dont le taux de logement public sur le territoire de la commune est inférieur à cinq pour cent peut accéder au droit de tirage si, soit :

1° le revenu moyen par habitant de la commune est inférieur au revenu moyen par habitant de la Région wallonne;

2° le pouvoir local est lié, l'année précédant la programmation concernée, par une convention de partenariat avec la Région wallonne dans le cadre du Plan Habitat permanent.

Le revenu moyen par habitant visé au 1° est le revenu moyen par ménage sur base des déclarations fiscales, selon les dernières statistiques INS disponibles émanant de la Direction générale Statistique et Information économique (DGSIE) du SPF Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie.

§ 3. En cas d'association visée à l'article 14, § 2, le droit de tirage est accessible aux pouvoirs locaux de l'association :

1° soit lorsque la moyenne pondérée des taux de logement public sur le territoire des différentes communes de l'association est au moins égal à cinq pour cent;

2° soit lorsque la moyenne pondérée des revenus moyens par habitant sur les territoires des différentes communes de l'association est inférieure à la moyenne régionale de revenus par habitant.

§ 4. Les actions visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, doivent :

1° viser, cumulativement, sous l'angle :

a) individuel :

* à la réduction de la pauvreté et des inégalités ou exclusions sociales - avec un accent particulier pour le soutien aux enfants, aux familles monoparentales;

* à la lutte contre la privation de l'accès aux droits fondamentaux visés à l'article 23 de la Constitution;

b) collectif : à la construction d'une société solidaire et coresponsable pour le bien-être de tous;

2° impliquer des publics cibles et une collaboration ou un partenariat avec d'autres autorités publiques et/ou le secteur associatif.

Art. 5. § 1^{er}. Le droit de tirage est organisé pour une programmation dont la durée est celle d'une mandature communale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la première programmation a une durée de 5 ans prenant cours au 1^{er} janvier 2020.

§ 2. Le droit de tirage est fixé pour chaque programmation sur base d'un montant annuel au moins égal à celui de la programmation précédente adapté du pourcentage d'évolution des prix, multiplié par le nombre d'exercices de la programmation.

Si n est la première année d'une programmation, le montant annuel visé à l'alinéa 1^{er} est fixé sur base de l'indice de juillet de l'année n-2 rapporté à celui de juillet de six années antérieures. Le montant annuel est fixé à minimum 23 000 000 euros lors de la première programmation.

§ 3. Le montant total du droit de tirage revenant aux pouvoirs locaux correspond, pour une programmation, aux crédits cumulés de l'ensemble de la période couverte par ce programme.

Art. 6. La quote-part du montant du droit de tirage visé à l'article 5, § 2, revenant à chaque pouvoir local, est composée d'une part de base et d'une part modulée.

Art. 7. § 1^{er}. Le montant annuel de la part de base est égal à quatre-vingt pour cent du montant annuel obtenu par la commune ou le CPAS, lors de la programmation précédente.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le montant annuel de la part de base de la commune, ou CPAS en cas d'application de l'article 3, § 2, d'une commune qui n'a pas déposé de plan dans le cadre de la programmation précédente est fixé comme suit:

- pour les communes de 0 à 60.000 habitants : $y = 2x + 10.000$ (avec un minimum de 20.000 euros);

- pour les communes de plus de 60.000 habitants : $y = 14/3x - 150.000$ (avec un maximum de 400.000 euros).

Où y est le montant et x la population.

§ 3. Lors de la première programmation en exécution du présent décret, le montant annuel obtenu par la commune dans le cadre de la programmation précédente est le montant annuel obtenu par la commune dans le cadre du dernier plan de cohésion sociale mis en œuvre en exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice est transféré de la Communauté française.

Art. 8. Le montant annuel de la part modulée de l'ensemble des pouvoirs locaux est égal au montant visé à l'article 5, § 2, diminué des montants calculés en exécution de l'article 7 pour l'ensemble des pouvoirs locaux.

Le montant de la part modulée de chaque pouvoir local est calculé selon les critères de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale visés à l'article 105 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Art. 9. Le Gouvernement calcule le montant du droit de tirage attribué à chaque pouvoir local en application des articles 6 à 8.

Art. 10. Le Gouvernement communique le montant du droit de tirage aux pouvoirs locaux de telle manière qu'ils obtiennent l'approbation du plan visé à l'article 14 l'année qui précède la première année de cette programmation ainsi que, pour information, un ensemble de statistiques utiles en vue de la rédaction de leur plan.

Art. 11. Le pouvoir local ne perçoit pas de droit de tirage si le calcul de son droit de tirage annuel donne un résultat inférieur à 25 000 euros.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un pouvoir local peut percevoir un droit de tirage, dans le respect de l'article 4, si cumulativement :

1° un plan commun, tel que visé à l'article 14, § 2, est introduit avec une ou plusieurs communes dans le cadre d'une association de pouvoirs locaux faisant l'objet d'une convention d'association;

2° la somme cumulée de leur droit de tirage annuel est égale ou supérieure à 25 000 euros.

Art. 12. Le montant non attribué résultant de l'application de l'article 11 est réparti entre les autres pouvoirs locaux.

Art. 13. Les dépenses admissibles, en vue de la poursuite des objectifs définis à l'article 4, § 4, au titre de la subvention sont :

1° les frais de personnel : ils concernent le chef de projet et les agents engagés de manière spécifique pour la réalisation des actions du plan ou spécialement détachés à cette fin et remplacés dans leur emploi;

2° les frais de fonctionnement : s'ils ne peuvent être individualisés, ils sont pondérés dans un rapport entre le personnel affecté à l'action et le personnel concerné par la dépense réalisée;

3° les frais d'investissement : les taux d'aménagement référencés dans les frais d'investissement concernent des rénovations légères des locaux affectés au plan;

4° les frais de consultance : les frais liés directement au plan tels que les frais de formation ou de supervision d'équipe;

5° les frais de subvention aux institutions, services et associations avec lesquels la commune a conclu une convention de partenariat : frais visant la mise en œuvre d'une action directement liée ou complémentaire au plan;

6° les frais éventuellement exposés dans le cadre de l'établissement d'un diagnostic préalable;

7° toutes autres dépenses déterminées par le Gouvernement.

Les frais admissibles prévus aux 1°, 2°, 3° et 4° concernent les dépenses exposées par la commune et les montants transférés aux institutions, services ou associations visés au 5°.

Concernant le 2°, les frais de déplacement sont calculés en fonction du barème utilisé au sein de l'administration communale du pouvoir local.

Concernant le 3°, les matériels roulants référencés dans les frais d'investissement s'entendent comme des véhicules à l'usage collectif des pouvoirs locaux.

Art. 14. § 1^{er}. En fonction du montant calculé en application des articles 6 à 9, les pouvoirs locaux éligibles au droit de tirage en exécution du présent décret rédigent un plan d'actions, dénommé ci-après « le plan ». Ce plan peut être élaboré sur base d'un diagnostic de cohésion sociale selon les conditions et modalités déterminées par le Gouvernement. Le plan est partie intégrante du plan stratégique transversal tel qu'organisé par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 2. Sans préjudice de l'article 4, les conseils communaux et/ou les conseils de l'action sociale peuvent présenter un plan commun, dans le cadre d'une association de pouvoirs locaux.

Une convention dont le modèle est mis à disposition des pouvoirs locaux par le Service public de Wallonie, formalise l'association visée à l'alinéa 1^{er}.

La convention précise :

1° la liste du personnel affecté à la mise en œuvre du plan;

2° la commune ou le centre public d'action sociale qui assure la gestion budgétaire et administrative du plan commun;

3° les modalités d'utilisation et de répartition entre les pouvoirs locaux des biens mobiliers et immobiliers affectés au plan commun;

4° la durée de la convention et les modalités de résiliation.

Chaque conseil communal ou conseil de l'action sociale approuve la décision d'association de pouvoirs locaux.

§ 3. Le plan se décline en actions envisagées par la ou les communes ou le ou les centres publics d'action sociale durant la programmation.

Chaque action envisagée fait l'objet :

1° d'une description quant à son lien avec les objectifs poursuivis dans le respect de l'article 4, § 4;

2° d'une estimation budgétaire des dépenses admissibles du plan visées à l'article 13 au regard des objectifs poursuivis dans le respect de l'article 4, § 4, et de la part d'investissement propre globale visée à l'article 15, 2°.

Art. 15. Le Gouvernement détermine les formes du plan, lequel est conforme aux principes suivants :

1° le plan concerne uniquement des actions poursuivant des objectifs visés à l'article 4, § 4, et qui seront réalisées durant la programmation concernée;

2° l'investissement propre global du pouvoir local dans les dépenses éligibles énoncées dans le plan et effectivement menées est d'un minimum équivalent à un quart de la dotation régionale.

Art. 16. S'il existe des circonstances spécifiques le justifiant, le pouvoir local peut solliciter du Gouvernement, par demande motivée lors de la transmission de son plan, une dérogation aux principes énoncés à l'article 15, 2°.

Art. 17. Le pouvoir local soumet pour approbation le plan au Service public de Wallonie dans les cent quatre-vingt jours de la notification du montant du droit de tirage alloué au pouvoir local en vertu des articles 6 à 9.

En cas de délégation en application de l'article 3, alinéa 2, le centre public d'action sociale joint au plan une copie de la convention visée à l'article 3, alinéa 2.

Art. 18. Le Gouvernement peut approuver tout ou partie du plan soumis à son approbation.

Le Gouvernement ne peut prendre une décision de non approbation ou d'approbation partielle que pour violation du présent décret, de toute autre disposition légale ou de l'intérêt général.

Le Gouvernement notifie sa décision dans les soixante jours de la réception du plan.

Le délai visé à l'alinéa 2 est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

L'envoi de la notification de la décision se fait au plus tard le jour de l'échéance du délai.

A défaut de décision du Gouvernement dans le délai qui lui est imparti, le plan est réputé approuvé.

Le pouvoir local dont le plan n'est pas totalement approuvé soumet au Gouvernement un plan rectifié dans les trente jours de la notification de la décision du Gouvernement.

Art. 19. § 1^{er}. Le pouvoir local peut introduire auprès du Gouvernement une demande motivée de modifications, par ajout, retrait ou remplacement d'une ou plusieurs actions de son plan.

La demande de modification visée à l'alinéa 1^{er} peut, si le pouvoir local invoque des circonstances spécifiques le justifiant, déroger aux principes visés à l'article 15, 2°.

§ 2. Le pouvoir local transmet au Gouvernement ou à son délégué toute décision de modification des modalités de mise en œuvre d'une action inscrite dans le plan approuvé par le Gouvernement ou son délégué.

Dans les trente jours de la réception de l'information, le Gouvernement ou son délégué informe le pouvoir local du caractère subsidiable ou non de l'action dont la mise en œuvre est modifiée conformément au présent décret.

Art. 20. Le pouvoir local choisit, dans le plan approuvé par le Gouvernement, les actions qu'il entend réaliser.

Le Gouvernement :

1° contrôle que l'action est reprise dans le plan du pouvoir local;

2° vérifie la conformité légale à l'égard de l'ensemble des normes qui lui sont applicables.

Art. 21. § 1^{er}. Le pouvoir local crée un comité d'accompagnement chargé de :

1° la coordination, la cohérence, l'articulation, la promotion et l'évaluation des actions figurant dans le plan approuvé;

2° l'échange des informations entre les différents partenaires;

3° la gestion financière du plan.

Le comité d'accompagnement visé à l'alinéa 1^{er} est composé de représentants de la commune, du centre public d'action sociale et des différentes institutions, services ou associations avec lesquels le pouvoir local a conclu une convention de partenariat.

Le pouvoir local peut également intégrer ou inviter tout autre représentant d'institution, service ou association concerné.

Le comité d'accompagnement visé à l'alinéa 1^{er} peut inviter un représentant du Service public de Wallonie à chacune de ses réunions à titre consultatif.

§ 2. En cas d'association de bénéficiaires, la création du comité d'accompagnement visé au paragraphe 1^{er} est régie dans la convention visée à l'article 14, § 2.

Art. 22. Le pouvoir local désigne un chef de projet du plan qui fait partie de son personnel. Il assure le suivi des décisions, la supervision, la gestion journalière du plan et coordonne, sous la direction du directeur général, la mise en œuvre du plan au sein des services communaux et dans le cadre du partenariat.

Le Gouvernement détermine les qualifications requises pour la fonction de chef de projet.

Art. 23. Le droit de tirage fixé pour chaque programmation est versé automatiquement aux pouvoirs locaux par tranches annuelles successives.

Art. 24. Le Service public de Wallonie accompagne et contrôle l'usage que fait le pouvoir local du droit de tirage, au lancement, pendant et à l'issue des différentes actions réalisées et dans son ensemble.

Le Gouvernement arrête les modalités du contrôle visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 25. Les pouvoirs locaux rédigent un rapport annuel, sur base du modèle fourni par le Service public de Wallonie, relatif à l'utilisation du droit de tirage et le transmettent au Gouvernement ou à son délégué au plus tard le 31 mars de chaque année.

Les pouvoirs locaux rédigent un rapport global qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre du plan à l'issue de la programmation et le transmettent au plus tard six mois avant la fin de la programmation.

En cas d'association, la convention visée à l'article 14, § 2, détermine le pouvoir local responsable de la transmission des rapports visés aux alinéas 1 et 2.

Art. 26. Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, le Gouvernement arrête un régime spécifique de sanctions en cas de non-respect, par les pouvoirs locaux, des règles prévues par le présent décret.

Art. 27. Le Gouvernement rédige un rapport général à la fin de chaque programmation.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} contient :

- 1° une liste des actions par pouvoir local ayant fait l'objet d'une approbation conformément à l'article 18;
- 2° le taux de réalisation des plans;
- 3° une évaluation qualitative.

Le Gouvernement transmet le rapport visé à l'alinéa 1^{er} au Parlement wallon au plus tard le 30 juin de la dernière année de la programmation.

Art. 28. Le Gouvernement peut octroyer à la commune des moyens supplémentaires pour soutenir des actions menées dans le cadre du plan par des associations partenaires.

Le Gouvernement fixe les modalités relatives aux moyens supplémentaires rétrocédés aux associations concernées.

Les moyens supplémentaires visés à l'alinéa 1^{er} ne sont pas concernés par le calcul visé aux articles 5 à 11.

Art. 29. Le décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française est abrogé au 1^{er} janvier 2019.

Art. 30. L'évaluation du PCS 2014-2019 est arrêtée au 30 juin 2018.

Art. 31. § 1^{er}. La commune dont le plan arrive à son terme en 2019, qui a obtenu une évaluation positive et qui n'est pas éligible au droit de tirage ou dont le montant du droit de tirage est nul en exécution des articles 7, 8 et 11, peut néanmoins bénéficier d'une subvention dégressive pour les années 2020 et 2021.

§ 2. Le montant de cette subvention est calculé comme suit :

- 1° pour l'année 2020, 66 % de la dernière subvention perçue pour le plan précédent;
- 2° pour l'année 2021, 33 % de la dernière subvention perçue pour le plan précédent.

§ 3. La commune qui se trouve dans les conditions visées au présent article, adresse un rapport d'activité et un rapport financier annuels au Service public de Wallonie, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 32. Les articles 1 à 19, 23, 28, 29 et 31 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Les articles 20 à 22 et 24 à 27 s'appliquent aux plans de cohésion sociale approuvés dans le cadre de la programmation 2014-2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 mai 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,
C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 696 (2016-2017) N^{os} 1 à 13.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 mai 2017

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202449]

4 MEI 2017. — Decreet betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen (1)

Het WAALS PARLEMENT heeft aangenomen en Wij, WAALSE REGERING, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet.

Het is van toepassing op de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° maatschappelijke cohesie: de processen als geheel die bijdragen tot het garanderen van gelijke kansen en voorwaarden, de daadwerkelijke toegang tot de grondrechten en het economisch, maatschappelijk en cultureel welzijn aan alle individuen en groepen van individuen en tot het geven van de mogelijkheid aan eenieder tot actieve deelname aan de samenleving en tot algemene erkenning ongeacht de nationale of ethnische oorsprong, het culturele, godsdienstige of filosofische gedachtegoed, het maatschappelijke statuut, de leeftijd, het sociaal-economisch niveau, de sexuele geaardheid, de gezondheid of de handicap;

2° de lokale overheid : de gemeente of het OCMW, in geval van toepassing van artikel 3, § 2, die/dat ter uitvoering van dit decreet over een trekkingsrecht beschikt;

3° onderling verantwoordelijk voor het welzijn van allen : een houding of een gedeeld gevoel van collectieve verantwoordelijkheid ten opzichte van één of meerdere doelstellingen van algemeen belang.

Art. 3. Een gemeente krijgt, tegen de voorwaarden en volgens de procedure bedoeld in dit decreet, een trekkingsrecht voor de uitvoering van acties, in verband met de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen, bedoeld in artikel 4, § 4, met het oog op de verbetering van de maatschappelijke cohesie.

In afwijking van het eerste lid, kan elke gemeente, bij overeenkomst met het openbaar centrum van maatschappelijk welzijn, haar, voor de betrokken programmering, de ontvangst van het trekkingsrecht overdragen alsook de organisatie en de uitvoering van het actieplan.

Art. 4. § 1. Het trekkingsrecht is toegankelijk voor elke lokale overheid van wie het percentage van openbare of gesubsidieerde woningen op het grondgebied van de gemeente minstens gelijk is aan vijf percent volgens de berekeningsmethode bepaald in artikel 1332-15 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan de lokale overheid van wie het percentage openbare woningen op het grondgebied van de gemeente lager is dan vijf percent toegang krijgen tot het trekkingsrecht als, hetzij:

1° het gemiddeld inkomen per inwoner van de gemeente lager is dan het gemiddeld inkomen per inwoner in het Waalse Gewest;

2° de lokale overheid, het jaar dat voorafgaat aan de betrokken programmering, verbonden is door een samenwerkingsverband met het Waalse Gewest in het kader van het Plan Permanente Woning.

Het gemiddeld inkomen per inwoner bedoeld in punt 1° is het gemiddeld inkomen per gezin op basis van de fiscale aangiften en overeenkomstig de laatste beschikbare statistieken van het NIS afkomstig van het Directoraat-generaal Statistiek en Economische informatie van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

§ 3. In het geval van een vereniging bedoeld in artikel 14, § 2, is het trekkingsrecht toegankelijk voor de begunstigden van de vereniging :

1° hetzij wanneer het gewogen gemiddelde van de percentages openbare woningen op het grondgebied van de verschillende gemeenten van de vereniging minstens gelijk is aan vijf percent;

2° hetzij wanneer het gewogen gemiddelde van het gemiddeld inkomen per inwoner op het grondgebied van de verschillende gemeenten van de vereniging lager is dan het regionale gemiddelde van inkomen per inwoner.

§ 4. De acties bedoeld in artikel 3, eerste lid, moeten :

1° cumulatief beogen :

a) op individueel vlak :

* de vermindering van de armoede en de sociale ongelijkheid of uitsluiting - met een bijzondere nadruk op de steun voor de kinderen en eenoudergezinnen;

* de strijd tegen de ontzegging van de toegang tot de grondrechten bedoeld in artikel 23 van de Grondwet;

b) op collectief vlak : de opbouw van een solidaire maatschappij waar allen onderling verantwoordelijk zijn voor eenieders welzijn;

2° doelpublieken betrekken en een samenwerking of een partnerschap met andere overheden en/of de verenigingssector.

Art. 5. § 1. Het trekkingsrecht wordt georganiseerd voor een programmering waarvan de duur gelijk is met een gemeentelijk mandaat.

In afwijking van lid één duurt de eerste programmering vijf jaar, ingaand op 1 januari 2020.

§ 2. Het trekkingsrecht wordt voor elke programmering vastgelegd op grond van een jaarlijks bedrag dat minstens gelijk is aan het bedrag van de vorige programmering aangepast aan het percentage van de prijzenontwikkeling en vermenigvuldigd met het aantal boekjaren van de programmering.

Indien n het eerste jaar van een programmering is, wordt dit jaarlijks bedrag bedoeld in het eerste lid vastgelegd op grond van de index van juli van het jaar n-2 in verhouding tot de index van juli van zes vorige jaren. Het jaarlijkse bedrag wordt op minimum 23.000.000 euros bij de eerste programmering bepaald.

§ 3. Het totaalbedrag van het trekkingsrecht dat aan de lokale overheden toekomt, stemt voor een programmering overeen met de gecumuleerde kredieten van het geheel van de door deze programmering gedekte periode.

Art. 6. Het aandeel van het in artikel 5, § 2, bedoelde bedrag van het trekkingsrecht dat aan elke lokale overheid toekomt, is samengesteld uit een basisdeel en een veranderlijk deel.

Art. 7. § 1. Het jaarlijks bedrag van het basisdeel is gelijk aan tachtig percent van het jaarlijks bedrag verkregen door de gemeente of het OCMW, tijdens de vorige programmering.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, wordt het jaarlijks bedrag van het basisdeel van de gemeente, of OCMW in het geval van toepassing van artikel 3, § 2, van een gemeente die geen plan heeft neergelegd in het kader van de vorige programmering, vastgesteld als volgt :

- voor de gemeenten van 0 tot 60.000 inwoners : $y = 2x + 10.000$ (met een minimum van 20.000 euro);
- voor de gemeente van meer dan 60.000 inwoners: $y = 14/3x - 150.000$ (met een maximum van 400.000 euro).

Waarbij y het bedrag is, en x de bevolking.

§ 3. Tijdens de eerste programmering ter uitvoering van dit decreet, is het jaarlijks bedrag verkregen door de gemeente in het kader van de vorige programmering het jaarlijks bedrag verkregen door de gemeente in het kader van het laatste plan voor maatschappelijke cohesie uitgevoerd ter uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië, wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen.

Art. 8. Het jaarlijks bedrag van het veranderlijk deel van het geheel van de lokale overheden is gelijk aan het bedrag bedoeld in artikel 5, § 2, verminderd met de bedragen berekend ter uitvoering van artikel 7 voor het geheel van de lokale overheden.

Het bedrag van het veranderlijk deel van elke lokale overheid wordt berekend volgens de verdeelcriteria van het Bijzonder fonds voor maatschappelijk welzijn bedoeld in artikel 105 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 9. De Regering berekent het aan elke lokale overheid toegekende bedrag van het trekkingsrecht overeenkomstig de artikelen 6 tot 8.

Art. 10. De Regering deelt het bedrag van het trekkingsrecht aan de lokale overheden mede zodat ze de goedkeuring van het in artikel 14 bedoelde plan het jaar dat voorafgaat aan het eerste jaar van deze programmering krijgen, evenals ter informatie een geheel van nuttige statistieken met het oog op de redactie van hun plan.

Art. 11. De lokale overheid krijgt geen trekkingsrecht als de berekening van zijn jaarlijks trekkingsrecht minder dan 25.000 euro als resultaat heeft.

In afwijking van het eerste lid, kan een lokale overheid een trekkingsrecht krijgen, met inachtneming van artikel 4, indien op cumulatieve wijze de volgende voorwaarden worden vervuld :

- 1° een gemeenschappelijk plan, zoals bedoeld in artikel 14, § 2, wordt met één of meerdere gemeenten ingediend in het kader van een samengaan van lokale overheden via een samenwerkingsverband;
- 2° de gecumuleerde som van hun trekkingsrecht is gelijk aan of hoger dan 25.000 euro.

Art. 12. Het niet toegekende bedrag voortvloeiend uit de toepassing van artikel 11 wordt verdeeld tussen de andere lokale overheden.

Art. 13. De in aanmerking komende uitgaven, met het oog op het nastreven van de doelstellingen omschreven als subsidie in artikel 4, § 4, zijn de volgende :

1° de personeelskosten : zij hebben betrekking op de projectleider en de personeelsleden die specifiek in dienst worden genomen voor de uitvoering van de acties van het plan of die speciaal daartoe gedetacheerd worden en in hun betrekking vervangen worden;

2° de werkingskosten : als ze niet duidelijk aangegeven kunnen worden, worden ze gewogen in een verhouding tussen het personeel dat voor de actie bestemd wordt en het personeel dat bij de uitgevoerde uitgave betrokken is;

3° de investeringskosten: de inrichtingspercentages die aangegeven worden in de investeringskosten hebben betrekking op kleinschalige renovaties van de lokalen die voor het plan aangewend worden;

4° consultancykosten : de kosten die rechtstreeks in verband staan tot het plan zoals de kosten voor de opleiding van of het toezicht op een team;

5° de subsidiëeringskosten aan de instellingen, diensten en verenigingen waarmee de gemeente een samenwerkingsovereenkomst gesloten heeft: kosten met het oog op de uitvoering van een actie die in rechtstreeks of aanvullend verband staat tot het plan;

6° de eventueel gemaakte kosten in het kader van het vaststellen van een voorafgaandelijke diagnose;

7° alle andere uitgaven bepaald door de Regering.

De in aanmerking komende uitgaven waarvan sprake onder 1°, 2°, 3° en 4° hebben betrekking op de uitgaven verricht door de gemeente en de bedragen overgeheveld aan de instellingen, diensten of verenigingen bedoeld onder 5°.

Betreffende punt 2°, worden de verplaatsingskosten berekend in functie van de loonschaal gebruikt binnen de lokale overheid.

Betreffende punt 3°, het rollend materieel dat aangegeven wordt in de investeringskosten wordt verstaan als voertuigen voor het gemeenschappelijk gebruik van de lokale overheden.

Art. 14. § 1. In functie van het bedrag berekend overeenkomstig de artikelen 6 tot 9, maken de lokale overheden die in aanmerking komen voor het trekkingsrecht ter uitvoering van dit decreet een actieplan op, hierna "het plan" genoemd. Dit plan kan worden uitgewerkt op basis van een diagnose van maatschappelijke cohesie volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door de Regering. Het plan maakt noodzakelijk deel uit van het beleidsoverkoepelend strategisch plan zoals ingericht bij het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

§ 2. Onverminderd artikel 4 kunnen de gemeenteraden en/of de raden voor maatschappelijk welzijn een gemeenschappelijk plan voorleggen in het kader van een vereniging van lokale overheden.

Een overeenkomst waarvan het model wordt ter beschikking gesteld van de lokale overheden door de Waalse Overheidsdienst, formaliseert de vereniging bedoeld in het eerste lid.

De overeenkomst bepaalt :

- 1° de lijst van het personeel dat tewerkgesteld is voor de uitvoering van het plan;
 - 2° de gemeente of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn die/dat het budgettaire en administratieve beheer van het gemeenschappelijk plan verzekert.
 - 3° de gebruiks- en verdelingsmodaliteiten tussen de lokale overheden van de roerende en onroerende goederen bestemd voor het gemeenschappelijk plan;
 - 4° de duur van de overeenkomst en de modaliteiten voor de opzegging.
- Elke gemeenteraad of Raad voor sociale actie keurt de beslissing van vereniging van lokale overheden goed.

§ 3. Het plan houdt acties in die overwogen worden door de gemeente(s) of het/de openbare centrum/centra voor maatschappelijk welzijn tijdens de programmering.

Elk overwogen actie maakt het voorwerp uit van :

1° een omschrijving wat zijn band betreft met de nagestreefde doelstellingen met inachtneming van artikel 4, § 4;

2° een budgettaire schatting van de in aanmerking komende uitgaven van het plan bedoeld in artikel 13 ten opzichte van de nagestreefde doelstellingen met inachtneming van artikel 4, § 4, en van het gedeelte van globale eigen investering bedoeld in artikel 15, 2°.

Art. 15. De Regering bepaalt de vormen van het plan dat met de volgende principes overeenstemt :

1° het plan betreft uitsluitend acties die doelstellingen nastreven bedoeld in artikel 4, § 4, en die tijdens de betrokken programmering zullen uitgevoerd worden;

2° de globale eigen investering van de lokale overheid in de in aanmerking komende uitgaven bedoeld in het plan en effectief uitgevoerd moet minstens gelijkwaardig zijn aan een vierde van de gewestelijke dotatie.

Art. 16. Indien er bijzondere omstandigheden die het rechtvaardigen bestaan, kan de lokale overheid bij gemotiveerd verzoek geopperd bij de overmaking van zijn investeringsplan een afwijking van de in artikel 15, 2° bedoelde principes aan de Regering vragen.

Art. 17. Het plan wordt binnen honderdtachtig dagen na de kennisgeving van het bedrag van het trekkingsrecht toegekend aan de lokale overheid krachtens de artikelen 6 tot 9 door de begunstigde aan de Waalse Overheidsdienst voorgelegd ter goedkeuring.

Bij delegatie overeenkomstig artikel 3, tweede lid, voegt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een afschrift van de overeenkomst bedoeld in artikel 3, tweede lid, bij het plan.

Art. 18. De Regering kan het geheel of een deel van het plan dat zijn goedkeuring behoeft, goedkeuren.

De Regering kan alleen maar een beslissing van niet goedkeuring of gedeeltelijk goedkeuring nemen voor overtreding van dit decreet, van enige andere wetsbepaling of het algemeen belang.

De Regering geeft kennis van haar beslissing binnen zestig dagen na ontvangst van het plan.

De termijn bedoeld in het tweede lid wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

De kennisgeving van de beslissing wordt uiterlijk op de vervaldag van de termijn gestuurd.

Indien de Regering geen beslissing binnen de haar opgelegde termijn meedeelt, wordt het plan geacht goedgekeurd te zijn.

De lokale overheid waarvan het plan niet volledig goedgekeurd is, legt een aangepast plan binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de Regering aan de Regering voor.

Art. 19. § 1. De lokale overheid kan bij de Regering een gemotiveerde aanvraag van wijzigingen indienen, door toevoeging, intrekking of vervanging van één of meerdere acties van zijn plan.

Indien de lokale overheid specifieke omstandigheden die het rechtvaardigen, aanvoert, kan deze aanvraag tot wijziging bedoeld in het eerste lid afwijken van de principes bedoeld in artikel 15, 2°.

§ 2. De lokale overheid maakt aan de Regering of haar afgevaardigde elke beslissing tot wijziging van de modaliteiten van uitvoering van een actie opgenomen in het plan goedgekeurd door de Regering of diens afgevaardigde over.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de informatie, brengt de Regering of diens afgevaardigde de lokale overheid op de hoogte van het al dan niet subsidiabel karakter van de actie waarvan de uitvoering gewijzigd is overeenkomstig dit decreet.

Art. 20. De lokale overheid kiest, in het plan goedgekeurd door de Regering, de acties die hij wenst uit te voeren.

De Regering :

1° controleert dat de actie opgenomen is in het plan van de lokale overheid;

2° verifieert de wettelijke overeenstemming ten opzichte van het geheel van de normen die op hem van toepassing zijn.

Art. 21. § 1. De lokale overheid richt een begeleidingscomité op belast met :

1° de coördinatie, de samenhang, de koppeling, de bevordering en de evaluatie van de acties die voorkomen in het goedgekeurde plan;

2° de uitwisseling van de informatie tussen de verschillende partners;

3° het financieel beheer van het plan.

Het begeleidingscomité bedoeld in het eerste lid is samengesteld uit vertegenwoordigers van de gemeente, van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van de verschillende instellingen, diensten of verenigingen waarmee de lokale overheid een samenwerkingsovereenkomst gesloten heeft.

De lokale overheid kan ook elke andere vertegenwoordiger van een betrokken instelling, dienst of vereniging integreren of uitnodigen.

Het begeleidingscomité bedoeld in het eerste lid kan een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst met raadgevende stem uitnodigen op elk van zijn vergaderingen.

§ 2. Bij een vereniging van begunstigten wordt de oprichting van het begeleidingscomité bedoeld in paragraaf 1 geregeld in de overeenkomst bedoeld in artikel 14, § 2.

Art. 22. De lokale overheid wijst een projectleider van het plan aan die deel uitmaakt van zijn personeel. Hij zorgt voor de opvolging van de beslissingen, het toezicht, het dagelijks beheer van het plan en coördineert onder de leiding van de directeur-generaal de uitvoering van het plan binnen de gemeentelijke diensten en in het kader van het samenwerkingsverband.

De Regering bepaalt de kwalificaties, vereist voor de functie van projectleider.

Art. 23. Het voor elke programmering bepaalde trekkingsrecht wordt automatisch per opeenvolgende jaarlijkse schijven gestort aan de lokale overheden.

Art. 24. De Waalse Overheidsdienst begeleidt en controleert het gebruik dat de lokale overheid maakt van het trekkingsrecht, bij het opstarten, tijdens en aan het einde van de verschillende uitgevoerde acties en in zijn geheel.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de controle bedoeld in het eerste lid.

Art. 25. De lokale overheden maken een jaarlijks verslag op, op basis van het model bezorgd door de Waalse Overheidsdienst, betreffende het gebruik van het trekkingsrecht en maken het over aan de Regering of zijn afgevaardigde uiterlijk 31 maart van elk jaar.

De lokale overheden maken een globaal kwalitatief en kwantitatief verslag op van de uitvoering van het plan na afloop van de programmering en maken het over uiterlijk zes maanden na het einde van de programmering.

In het geval van vereniging, bepaalt de overeenkomst bedoeld in artikel 14, § 2, de lokale overheid die verantwoordelijk is voor de overmaking van de verslagen bedoeld in de leden 1 en 2.

Art. 26. Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de organisatie van de controle van Rekenhof, stelt de Regering een specifieke regeling van sancties vast in geval van niet-naleving door de lokale overheden van de regels bedoeld in dit decreet.

Art. 27. De Regering maakt een algemeen verslag op aan het einde van elke programmering.

Het verslag bedoeld in het eerste lid bevat :

1° een lijst van de acties per lokale overheid die overeenkomstig artikel 18, goedgekeurd zijn;

2° de in percentage uitgedrukte staat van vordering van de werken;

3° een kwalitatieve evaluatie.

De Regering maakt het verslag bedoeld in het eerste lid aan het Waalse Parlement over uiterlijk op 30 maart van het laatste jaar van de programmering.

Art. 28. De Regering kan aan de gemeente waarvan de bijkomende middelen toekennen om acties gevoerd door partnerverenigingen in het kader van het plan te steunen.

De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende de bijkomende middelen afgestaan aan de betrokken verenigingen.

De bijkomende middelen bedoeld in het eerste lid zijn niet betrokken bij de berekening bedoeld in de artikelen 5 tot 11.

Art. 29. Het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië, wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen, wordt opgeheven op 1 januari 2019.

Art. 30. De evaluatie van het plan 2014-2019 wordt vastgesteld op 30 juni 2018.

Art. 31. § 1. De gemeente waarvan het plan in 2019 afloopt, die een positieve beoordeling heeft gekregen en die niet in aanmerking komt voor het trekkingsrecht of waarvan het bedrag van het trekkingsrecht ongeldig is ter uitvoering van de artikelen 7, 8 en 11, kan niettemin een afnemende subsidie krijgen voor de jaren 2020 en 2021.

§ 2. Het bedrag van die subsidie wordt als volgt berekend :

1° voor het jaar 2020, 66 % van de laatste subsidie gekregen voor het voorgaande plan;

2° voor het jaar 2021, 33 % van de laatste subsidie gekregen voor het voorgaande plan;

§ 3. De gemeente die zich in de voorwaarden waarvan sprake in dit artikel bevindt, richt een jaarlijks activiteitenverslag en een jaarlijks financieel verslag aan de Waalse Overheidsdienst, op de wijze bepaald door de Regering.

Art. 32. De artikelen 1 tot 19, 23, 28, 29 en 31 treden in werking op 1 januari 2019.

De artikelen 20 tot 22 en 24 tot 27 zijn van toepassing op de plannen voor maatschappelijke cohesie goedgekeurd in het kader van de programmering 2014-2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 mei 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

C LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement, 696 (2016-2017) Nrs. 1 tot 13.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 3 mei 2017.

Bespreking.

Stemming.